



Fédération des Centres Sociaux
et Socioculturels de Charente

Assemblée Générale 2015

Jeudi 7 avril 2016 à 18 h 30

Logis de Chantoiseau // 16470 SAINT-MICHEL

Rapport Moral

Rapport d'Activités

Rapport
Financier

Rapport
d'Orientation



CHARENTE
LE DÉPARTEMENT



Sommaire

Rapport moral.....	3
Face aux mutations, adaptation ou transformation ?.....	3
Pourquoi développer le Pouvoir d’agir des habitants ?	4
Rapport d'activité.....	5
1. Des ressources pour les centres.....	5
2. Coopérations	7
3. Communication - Valorisation.....	8
4. Développement du Pouvoir d’Agir des Habitants	10
5. Anticipation des mutations	11
Rapport Financier.....	14
Arrêté des comptes 2015	14
Bilan.....	14
Budget Prévisionnel.....	15
Les moyens de la Fédération.....	19
Rapport d'Orientation.....	21
Un projet Fédéral porté par l’ensemble du réseau	21
Un projet Fédéral qui s’appuie sur des coopérations	21
Des chantiers qui se sont déjà ouverts depuis début 2016	22
En savoir + sur le développement du Pouvoir d’Agir des habitants	23
Eléments de définition	23
Les fondamentaux du Pouvoir d’Agir	23
Le pouvoir d’Agir des habitants dans les Centres Sociaux charentais.....	24

Rapport Moral 2015

La Crise, la crise, c'est encore et toujours la crise. Durant toute leur existence, les plus jeunes d'entre nous n'ont cessé d'entendre ce mot décliné avec de multiples adjectifs. De la crise économique de 1973, en passant par celle de nature écologique en 1997 avec les accords de Kyoto, puis celle des civilisations ainsi qualifiée après les attentats de New York en 2001, ce fut le tour de la crise politique en 2002 lorsque le candidat du Front National s'est retrouvé au second tour de l'élection présidentielle. Aujourd'hui, c'est la crise des migrants, plutôt crise humanitaire ou peut-être tout simplement une crise du Vivre Ensemble !!

Aujourd'hui, en 2016, le travail mené l'an passé par le réseau fédéral nous permet d'affirmer que nous ne sommes pas en crise mais plutôt dans une phase de mutations. Une modification en profondeur de ce système si spécifiquement français qui avait été pensé par le Conseil National de la Résistance au terme de la seconde guerre mondiale.

Cette mutation sociétale nous semble s'accélérer. Individuellement, nous avons parfois le sentiment de ne pas parvenir à identifier le sens de cette évolution. Allons-nous vers un libéralisme effréné ou vers une économie du partage ? Nous dirigeons-nous vers une société du bien ou vers une société du lien ? Il n'en demeure pas moins, qu'à ce jour, les personnes les plus précaires sont davantage fragilisées et que les personnes isolées sont en nombre grandissant.

C'est à partir de ces constats et d'un état des lieux plus factuel que, lors de l'écriture de notre projet fédéral, nous avons mené des temps de réflexion collectifs pour affiner notre vision des mutations.

Mutation des politiques publiques et des territoires

La Loi Nôtre provoque une évolution, y compris contrainte, des territoires. Les habitants craignent de voir les décideurs s'éloigner de leurs préoccupations quotidiennes.

Les associations ne souhaitent pas être réduites à un simple rôle de prestataire de services des politiques publiques

Un sentiment désagréable se dégage : celui d'une prise en compte de moins en moins bonne des éléments qui remontent du terrain.

Mutation du modèle militant

Lors d'un temps collectif de réflexion, Pascal Aubert, membre du Collectif national du Pouvoir d'Agir, a fait référence à l'ouvrage de Jacques Ion, Sociologue : « S'engager dans une société d'individus ».

Nous avons convenu avec lui que le nombre d'heures passées à des actions collectives organisées par de grandes organisations s'affaiblit, alors que l'engagement plus « spontané » s'épanouit davantage.

Nous avons pris conscience ensemble que la notion d'individualisme renvoie souvent au terme « égoïsme » mais que la réalité est sans doute plus complexe. Il s'agit plus d'une volonté d'organiser sa vie comme on l'entend.

Désormais, les citoyens sont mieux formés qu'au cours des décennies précédentes. Ils sont plus autonomes et souhaitent prendre part aux décisions qui les concernent.

Pascal Aubert nous a enjoint à réfléchir à cette mutation d'« une crise de l'offre et non de la demande ». A savoir que l'offre associative ne serait plus adaptée à la capacité de s'engager des gens

Face aux mutations, adaptation ou transformation ?

Durant ces travaux de réflexion, nous avons ébauché ensemble des pistes de travail ou des façons de faire qui nous tiennent à cœur.

Exigence de répondre collectivement d'une seule voix.

Nous avons convenu que la richesse de notre réseau réside avant tout dans sa diversité. Il est essentiel de respecter toutes les voix et les voix de tous. Cette posture a été réaffirmée mais impose des contraintes dans la mise en œuvre, notamment une réactivité qui peut sembler limitée.

Notre réseau souhaite adopter une posture d'adaptation ou de transformation de la société : mais, jusqu'où sommes-nous prêts à aller ? Nous devons faire connaître la Charte des Centres Sociaux et les valeurs qui en découlent par une communication multiple, engagée, et militante.

Il nous appartient d'affiner la vision de l'action sociale que nous souhaitons pour demain. Quelle sera la place d'outils de financement des mesures sociales tels que des Social Impact Bond ? Accepterons-nous de financer l'action sociale en passant par la loi des marchés financiers ? Plus largement, quelle place entendons-nous donner à l'action sociale dans l'Economie Sociale et Solidaire ?

Sens de nos actions : Dignité humaine, Solidarité et Démocratie.

Nous avons réaffirmé la nécessité qu'il y a plus que jamais, peut-être, à faire vivre les valeurs choisies par le réseau dans chacune des actions menées par nos associations.

Nous voulons favoriser l'épanouissement de chacun des citoyens, en faisant en sorte que chacun puisse avoir une place dans la société en ayant le droit de s'exprimer... et surtout, d'être entendu !

Nous souhaitons garder présente à l'esprit la notion de Pouvoir d'agir des habitants et l'utiliser comme une notion transversale qui guidera la mise en œuvre de nos actions.

Pourquoi développer le Pouvoir d'agir des habitants ?

Pour rendre les habitants responsables de la société dans laquelle ils vivent

Les centres sociaux doivent renforcer le sens donné à leurs actions. Ils doivent sans cesse expliquer le concept d'animation globale et la nécessité de permettre aux habitants de concevoir des réponses aux besoins détectés sur les territoires.

Les centres sociaux doivent inlassablement expliciter la mise en œuvre des valeurs et les pratiques qui nous sont chères. Les acteurs, professionnels et bénévoles, de nos associations sont renouvelés fréquemment. Il est indispensable de communiquer sur les objectifs et de transmettre les histoires de nos structures pour bien comprendre leurs gouvernances.

Pour faciliter l'émancipation des citoyens

Le Pouvoir d'agir est une modalité d'action qui vise à l'épanouissement des gens et qui leur permet de trouver leur place dans la société.

C'est aussi une manière de transformer les territoires et de favoriser l'appropriation du Politique avec un grand P par les habitants.

Pour améliorer nos pratiques

Nous avons retenu des termes pour attester la volonté d'évolution souhaitée par le réseau.

- **Disposition** : prendre les mesures indispensables pour revoir nos fonctionnements associatifs
- **Disponibilité** : revisiter de façon incessante les postures des bénévoles et des salariés.
- **Dispositifs** : être force de proposition, inventer des modes d'actions innovants

Et pour conclure, rappelons les mots de Confucius : « *Ce n'est pas la destination qui compte, mais c'est le chemin !* ». Ce projet fédéral que nous avons écrit et qui se traduit en orientations précises et en actions, trace justement un chemin pour les 5 années à venir. Un chemin qui s'appuiera nécessairement sur des coopérations. Un chemin exigeant qui sera inévitablement semé d'embûches. Un chemin qui sera surtout, nous l'espérons, remplis de belles surprises et de rencontres, de prise de responsabilité et d'émancipation, de convivialité et de solidarité.

Rapport d'activité 2015

Pour la présentation de notre rapport d'activité, la trame ici proposée repose sur celle du projet fédéral, validé le 3 décembre 2015. Ce projet est le fruit d'un travail d'un an engagé et porté par le réseau.

1. Des ressources pour les centres

S'accompagner collectivement pour faire vivre les projets des territoires portés par les centres

1. Animer des groupes de pairs

Il s'agit ici de créer des temps entre personnes qui ont la même fonction. Ces moments sont propices à l'échange d'informations, à la création de projets collectifs inter-centres, à l'échanges de pratiques voire à l'analyse des pratiques.

Type de rencontres	Coopérations	Nb de rencontres	Participants CS FD	Participants CS hors FD	Impact
Réunion des directeurs	/	5	8	3	>Actions collectives en direction des partenaires >Mise en place d'une analyse des pratiques
Agents Administratifs	/	1	6	1	>Travail sur la mutuelle >DADSU collective
Coordos enfance / jeunesse	Union Départementale des MJC	5	9	3	>Travail d'un projet européen >Projets collectifs >Echanges des pratiques
Analyse de pratiques des référents Famille	Cohérences / CAF	4	10	9	>Vers un guide des bonnes pratiques

Dans le cadre du nouveau projet fédéral, trois réseaux sont à mettre en place :

- >Réseau des agents d'accueil
- >Réseau des professionnels de la Petite Enfance
- >Réseau des trésoriers & agents Comptables



2. Former les bénévoles et les salariés

La formation est un moyen qui permet de renforcer les projets des centres. La plupart du temps, la Fédération répond à des demandes de salariés. Mais elle peut également intervenir en étant force de proposition, notamment sur les axes du développement du pouvoir d'agir des habitants.

Titre de l'action de formation	Coopérations	Bénévoles ou salariés ?	Nb de jours	Nb CS FD	Nb CS hors FD	Nb participants	Effets Impacts
Les nouvelles formes de l'engagement	Collectif Pouvoir d'Agir / FCSF / FDVA	B / S	1	8	0	41	>Réflexion pour le nouveau projet fédéral
Mieux accompagner les personnes âgées à domicile	FDVA	B	3	1	0	11	>Mise en place d'une action : les bénévoles du sourire en Haute Charente
Développer le Pouvoir d'Agir des Habitants	URECSO / Matière Prise	B / S	3	2	0	4	>Nouvelles actions à St Michel et à Confolens
Qu'est-ce que coopérer ?	A2B Conseils FDVA	B / S	3	5	0	11	>Meilleure connaissance des CSC du Nord Charente
Apprendre par le jeu (bénévoles des CLAS)	FDVA / CAF / Ah Toupie	B / S	3	2	3	29	> Découverte de jeux >Prise de conscience du jeu comme outil pédagogique
Rencontre avec Yann Le Bossé sur La Rochelle	URECSO / FCSF	B / S	1	4	1	9	>Sensibilisation au Développement du Pouvoir d'Agir des habitants

3. Répondre aux besoins spécifiques des centres

La Fédération est également relais de différents dispositifs nationaux. En cela, elle est une ressource pour les Centres Sociaux.

Action	Coopérations	Participants CS FD	Données quantitatives	Impact
Mise à disposition de Service Civique	Fédération des Centres Sociaux de France (FCSF)	5	10 jeunes accueillis	> 10 jeunes formés « Formation Civique et Citoyenne » >1 formation BAFA >Un suivi assuré dans l'après Service Civique et une valorisation des jeunes sur le Site Internet.
Veille Réglementaire	Multiplés partenaires	10	29 Brèves des Centres Sociaux	>Multitude d'informations communiquées dans les brèves récupérées par les centres
Chèques vacances	ALCV & FCSF	4	205 familles bénéficiant des aides	>Des accompagnements individualisés et collectifs de préparation aux départs en vacances.
Hébergement de Sites Internet	FCSF	1	2 Sites Internet	>Accompagnement du CSC du Confolentais de la plateforme des sites Internet

2. Coopérations

Favoriser les coopérations internes au réseau et développer les partenariats avec le tissu associatif et institutionnel

1. Favoriser la convivialité et le décloisonnement

L'élaboration du projet Fédéral a été conduite dans cet esprit. Ce projet a été construit durant toute l'année 2015. 70 bénévoles et salariés issus des centres du réseau ont participé à l'élaboration de la démarche :

>Des échanges à l'intérieur des centres entre salariés et bénévoles sur la question du projet fédéral

>Des rencontres avec les Conseils d'Administration pour présenter la Fédération

>Un séminaire au Lycée de l'Amandier

>Cinq réunions "les lundis du projet" : autour d'un apéritif et d'un axe du projet (!), tous les lundis, des personnes du réseau se retrouvaient, selon le sujet qu'ils souhaitaient aborder pour traiter la question.



Pour répondre à cet objectif, pour 2016-2020, la Fédération s'est fixé les objectifs opérationnels suivants :

- >Organiser une rencontre annuelle conviviale bénévoles et salariés
- >Faire évoluer l'animation du CA réseau fédéral, renforcer la convivialité
- >Relayer, inciter à participer aux Journées Régionales des Centres Sociaux
- >Réviser les statuts de la Fédération
- >Repenser l'adhésion reconnaissance des centres dans le réseau

2. Favoriser les compagnonnages

Les compagnonnages visent à faire en sorte que les personnes du réseau se connaissent mieux et s'appuient davantage les uns sur les autres. C'est une nouvelle action du projet fédéral.

En 2015, sur cette question, quelques liens ont été faits entre centres :

- > Entre comptables du réseau : des liens informels se sont tissés grâce aux rencontres du réseau. Ces liens permettent des échanges d'informations entre pairs.
- > Entre référents familles : les analyses des pratiques permettent des échanges d'information entre référents familles, notamment ceux qui sont situés sur un même secteur (ex : Angoulême)
- > Entre administrateurs : Le CSC de St Michel a accompagné le CSC du Barbezilien

3. Accompagner les projets collectifs inter centres

Des projets et actions sont portés par plusieurs centres. La Fédération se veut comme un espace de ressource pour que puisse se nouer ces coopérations.

Action	Coopérations	Nb CS FD	NB de CS hors FD	Données quantitatives	Impact
Coopération des CSC en Nord Charente (DLA)	CAF / IPCA / A2B Conseils	5		10 jours / 12 participants	>Des rencontres plus importantes entre acteurs >Une envie de coopérer en s'appuyant sur le projet fédéral
Accompagnement des CSC de la ville d'Angoulême	SENACS	3	3		>Un article de presse pour valoriser les centres sociaux
Base d'accueil	CAF, CD, Etat, CALCCM (EVS)	6	1	83 enfants	>Apprentissage de la mixité sociale
Bouge tes Vacances		3	1	13 enfants en provenance d'un autre CS	>Les 13 enfants inscrits par d'autres centres ont uniquement participé à la Base d'accueil.
Autres actions inter-centre		9		9 actions portées par plusieurs centres	>Rencontres des administrateurs et des salariés >Mixité des publics >Actions plus larges

3. Communication - Valorisation

Promouvoir collectivement les valeurs, démarches et actions portées par les centres dans les territoires, auprès des partenaires et des autres réseaux

1. Impulser et développer une stratégie de communication

Dans le projet fédéral, pour 2016 – 2020, en matière de communication, nous avons l'ambition de :

- >Organiser un planning annuel fédéral articulé avec celui de l'URECSO
 - >Mettre en place et gérer une page facebook fédérale
 - >Impulser une réflexion sur la communication au sein des centres et de la fédération prenant compte de la diffusion des positions politiques du réseau
 - >Faire un document de présentation du projet fédéral
- Ces actions n'ont pas encore été mises en place.

En revanche, concernant la communication, les actions suivantes avaient déjà été enclenchées avant le projet fédéral et seront poursuivies :

- > Produire les Brèves (newsletter) et tenir à jour le site internet de la fédération
- > Se faire le relais des communications de l'URECSO et de la FCSF

Action	Coopérations	Données quantitatives	Impact
Site Internet	Plateforme nationale numérique (FCSF)	22 nouveaux articles (- 40%) dont 6 sur le chantier du projet fédéral Pas de statistique de consultation	>Des articles repris par la presse >Un lieu d'échange par le biais des commentaires (5) >Valorisation des services civiques avec un article pour chacun d'entre eux.
Brèves des Centres Sociaux	Relais d'informations d'une multitude de partenaires	29 brèves (-10%) envoyées à 446 destinataires (+22%)	>Des retours positifs à la fois de la part des bénévoles, des salariés mais aussi des partenaires.

2. Observer et valoriser l'action des Centres Sociaux

Sur ce point, notre projet fédéral met en avant plusieurs points :

Gérer SENACS, aider à la saisie et à l'analyse collective, publier la plaquette annuelle SENACS (Système d'Echange National des Centres Sociaux) a pour vocation de rendre visible et lisible l'action des centres sociaux, notamment auprès des partenaires. La Fédération des Centres Sociaux de Charente gère ce dispositif, en étroite collaboration avec la CAF, l'Union Régionale des Centres Sociaux et les deux autres réseaux d'éducation populaire.



Sur ce point, par rapport à l'année précédente, plusieurs faits sont à noter :

>Une saisie collective a pu être effectuée dans les locaux de la MJC Grande Garenne. Le résultat est significatif : 21 centres ont participé à l'enquête (contre 15 en 2014)

>Une plaquette départementale a été rédigée autour des notions de coéducation.

>Une journée régionale a été organisée pour une appropriation collective des données (4 participants en provenance Charente)

>Les données ont été utilisées par les Centres de la Ville d'Angoulême pour valoriser leurs actions, notamment auprès de la mairie.

Organiser des journées de sensibilisation des élus et partenaires pour répondre aux besoins des élus concernant l'action sociale et éducative

Une démarche de rapprochement a été initiée en décembre 2015 avec la Ligue de l'Enseignement et l'Union Départementale des MJC pour la mise en place d'une telle rencontre, notamment en direction des élus locaux. Cette action a abouti sur le forum départemental du 17 mars 2016.

Rencontrer régulièrement les partenaires départementaux

CAF de Charente

Plusieurs rencontres ont pu avoir lieu, notamment autour des points suivants :

>Construction d'un guide de renouvellement des projets sociaux

>Accompagnement du Centre Social, Culturel et Sportif de Basseau

>Elaboration sur le nouveau Accord Cadre 2016 – 2018

Conseil Départemental

Une première rencontre a eu lieu avec les nouveaux élus du Conseil Départemental, en charge de la solidarité, de l'insertion et de l'Economie Sociale et Solidaire : Agnès Bel et Samuel Cazenave.

Ville d'Angoulême

Dans le cadre de l'accompagnement du Centre Social Culturel et Sportif de Basseau, la Fédération a pu nouer de nombreux contacts avec les élus et techniciens de la Ville d'Angoulême.

DDCSPP

Dans le cadre de la mise en place de notre projet « La Fabrique des possibles » et suite aux différents attentats survenus en France, des rencontres régulières ont pu avoir lieu avec les services de l'Etat en lien avec les politiques Jeunesse et d'Education Populaire.

Participer à des collectifs associatifs et des instances institutionnelles

Semaine Bleue

La Fédération des Centres Sociaux participe à l'organisation de la Semaine Bleue, gérée par le Conseil Départemental. Dans ce cadre, elle tient un stand dans le forum de la semaine bleue pour promouvoir l'action des centres sociaux avec et pour les personnes âgées. De nombreux centres sociaux étaient présents à ce forum avec les habitants.

Ces travaux sont suivis par Jessica Vincent, animatrice de réseau.

Educ Pop 2.0

La Fédération des Centres Sociaux participe à un groupe réunissant plusieurs associations d'éducation populaire qui œuvrent pour le développement des pratiques numériques au sein des structures d'animation. Ce collectif est connecté à une démarche régionale qui a organisé tout au long de l'année 2015 des rencontres pour les animateurs en lien avec les outils numériques. Ces travaux sont suivis par Gaetan Mesnard, animateur jeunesse au CSC du Barbezilien.



Participation au Groupe d'Appui Départemental de la réforme des Rythmes scolaires

La Fédération participe activement aux travaux collectifs proposés par le Directeur Académique avec de nombreux partenaires participants. Ces travaux sont suivis par Marie-Claude Guillot, présidente du CSCS du Confolentais.

Collectif « SAVA 16 »

La Fédération participe également au Collectif SAVA 16, co-animé par la DDCSPP et la Ligue de l'Enseignement. Ce collectif vise à développer et soutenir la vie associative en Charente. Le CIJ, les Mairies de Cognac et d'Angoulême, la MPP, l'UD MJC, et les Francas participent activement à ces travaux. En 2016, un Benevolat Dating a été mis en place pour que des associations puissent aller à la rencontre d'habitants du Grand Angoulême.

Ces travaux sont suivis par Jessica Vincent, Animatrice de réseau de la Fédération

4. Développement du Pouvoir d'Agir des Habitants

Initier, promouvoir et développer le Pouvoir d'Agir des Habitants

1. Impulser des dynamiques de développement du Pouvoir d'Agir des Habitants au sein des centres

Cet axe est le nouvel axe de notre projet fédéral. Pour répondre à cet objectif, nous souhaitons collectivement :

- > Instaurer des chantiers école au sein des centres sociaux et des associations du département
- > Relayer et faciliter la mise en œuvre des actions de sensibilisation proposées par l'URECSO

Mais dès novembre 2015, la Fédération des Centres Sociaux a commencé à enclencher des dynamiques en vue de répondre à nos objectifs :

- > Mise en place d'une formation régionale « Vers un pouvoir d'agir des habitants » sur Angoulême pour le 1^{er} semestre 2016
- > Diffusion du film « Je suis d'accord avec Confucius » pour le 1^{er} semestre 2016
- > Mise en place du projet de chantier école « La Fabrique des possibles », avec prise de contact avec la DDCSPP pour une coopération financière et d'ingénierie.

5. Anticipation des mutations

Accompagner les Centres Sociaux pour répondre aux évolutions sociétales, économiques et politiques

1. Adopter des positions politiques communes

Les évènements tragiques qu'ont connus la France en 2015 ont été suivis de position fédérale. Deux textes ont été écrits et relayés auprès des partenaires, et des habitants, après chaque attentat. Il s'agissait d'essayer de faire remonter ce que les centres vivaient et entendaient sur le terrain.

Au-delà de prendre des positions politiques, le projet fédéral, s'est fixé d'autres objectifs pour répondre à cette orientation :

- > Créer des espaces et des situations qui permettent l'expression d'habitants et/ou d'acteurs de centres sociaux
- > Organiser au sein des centres la collecte et la remontée des paroles des habitants.
- > Débattre des sujets d'actualité au sein du CA fédéral et viser à adopter des positions communes
- > Agir et Réagir face aux évolutions des politiques publiques



Sur ce dernier point, la Fédération des Centres Sociaux a également envoyé un courrier à la CAF suite aux annonces faites sur la suppression de **l'Aide au Temps Libre** (aide au départ en camps d'été pour les familles à bas revenus). Une rencontre a eu lieu dans la foulée pour présenter le nouveau dispositif VACAF, similaire à l'Aide au Temps Libre.

2. Soutenir la gouvernance des Centres Sociaux

Tous les centres sociaux de Charente sont des associations. Pilotés par des administrateurs, appuyés par des directeurs, l'accompagnement est essentiel pour **garantir la pérennité du projet social**.

En 2015, la Fédération a assuré notamment deux accompagnements :

Nom du Centre Social	Type d'accompagnement	Objectifs	Effets induits
CSC du Barbezilien	Accompagnement renforcé	Renforcer le bureau Accompagner la fonction de direction	>3 nouveaux membres au Bureau >Un nouveau directeur avec un intérim de direction >Renforcement de la fonction pilotage
CSC de Basseau	Accompagnement renforcé	Renforcer la gouvernance (professionnelle et bénévole)	>Un directeur salarié directement par la Fédération dont le poste est financé par la Mairie >Mise en place d'un comité partenarial >Mise en place d'une stratégie de renouvellement des instances

3. Accompagner le renouvellement des projets sociaux

En 2015, quatre centres sociaux ont renouvelé leurs projets. La Fédération a été plus ou moins impliquée dans cette dynamique de renouvellement. Soit elle est une ressource ou soit elle intervient en tant que pilote des opérations.

Nom du Centre Social	Type d'accompagnement	Objectif	Nb d'habitants concernés par la démarche
CSC du Pays Manslois	Mise à disposition d'un salarié fédéral	Mise en œuvre d'une démarche participative en direction des élus et des habitants	Environ 250
CSC du Confolentais	Accompagnement	Organisation d'une manifestation festive visant à recueillir les besoins des habitants.	Environ 170
CSC de Basseau	Pilotage du renouvellement	Mise en place d'une exposition ambulante pour aller vers les habitants dans l'espace public.	Environ 120
MJC CSCS Grande Garenne	Ressource / Appui	Accompagner la nouvelle directrice sur la mise en œuvre des outils pour « aller vers » les habitants	Environ 130

Par ailleurs, dans notre nouveau projet fédéral, les objectifs ont été affinés. Pour les années à venir, nous souhaiterions :

- > Questionner le Développement du Pouvoir d'Agir des Habitants au sein des structures
- > Questionner l'organisation de la gouvernance au sein des structures



2. Animer des questions sociales en lien avec les projets des Centres Sociaux

Thématique	Instances	Participants CS FD	Données quantitatives	Impact
Diffuser le principe de coéducation sur un territoire partagé par les parents, enseignants, animateurs...	Collectif Coéducation animée par la Fédération avec de nombreux partenaires	4	3 réunions rassemblant une vingtaine de partenaires	<i>De nombreux partenaires sont sensibilisés à la question de la coéducation. Deux chantiers ont été ouverts : >Favoriser la culture commune sur les territoires entre co-éducateurs (parents, enseignants, animateurs, salariés municipaux...) >Sensibiliser les élus locaux sur ces questions pour notamment alimenter les Projets Educatifs De Territoire</i>
La culture pour s'épanouir, pour développer l'esprit critique, pour trouver sa place dans son environnement	Commission régionale Culture animée par l'URECSO	2	4 commissions	<i>Analyse des pratiques des centres : comment les actions culturelles ont-elles favorisées l'émancipation des personnes ? « Culture et Pouvoir d'Agir »</i>
Prise en compte les personnes âgées comme ressources pour le territoire	Groupe Technique Stratégique Bien Vieillir (URECSO)	2	5 commissions	<i>Mise en place d'une réflexion visant à élargir les partenariats, ouverte à l'ensemble des centres intéressés par la question.</i>
Prise en compte des Gens du Voyage dans les projets sociaux	Commission régionale Gens du Voyage animée par l'URECSO	2	5 commissions	<i>>Coopération pour la mise en place en œuvre d'un projet artistique avec la Compagnie Cétacé</i>

Rapport financier

Arrêté des comptes 2015

En 2015, nous arrivons à un résultat de 202 848 euros, soit 37 567 euros de plus que ce qui avait été prévu. Cet écart important avec le Budget Prévisionnel repose sur deux actions qui n'avaient pas été prévues en début d'année 2015 :

>**La mission pour le Centre Social et Culturel de Basseau** : Intervention de Samir Toumi et prise en charge directement du poste de direction pour le mois de décembre (+ 13 254 euros)

>**L'action « Fabrique des Possibles » financées par la DDCSPP** : + 24 707 euros

Soit un total sur ces nouvelles missions qui représentent un volume global de + 37 961 euros.

Le résultat de 2015 est déficitaire de 2 216. Ceci s'explique pour trois raisons :

>En début d'année, le délégué avait acheté un ordinateur neuf qui a été volé en septembre. Nous avons donc été contraints d'amortir l'intégralité de l'ordinateur et l'assurance n'a pas couverte l'ensemble de la dépense.

>Dans les *ventes de produits finis, prestation*, nous ne sommes pas parvenu aux attentes escomptées pour l'équilibre budgétaire. Ceci est notamment lié au fait que nous avons prévu de louer une partie des locaux à l'association Quieto.

>Par ailleurs, les frais de repas de la base d'accueil avaient été sous-évalués dans le Budget prévisionnel.

>Compte DAP dépréciation compte client :

Cette année, nous poursuivons nos efforts en vue d'effacer les **dettes irrécouvrables**.

Comme l'an dernier nous continuons à apurer la dette dite « Perillaud ». Ici, il reste à apurer la somme de 4 914 euros. En 2015, nous apurons cette somme à hauteur de 2 500 euros. Il restera alors 2 414 euros pour 2016.

Nous recouvrons également d'autres créances irrécouvrables qui datent de 2004 à 2009. Le Conseil d'Administration avait adopté le fait d'apurer ces créances sur les trois années 2014- 2015- 2016 soit 1807 € par an.

Objectif : Plus de créances impayées au 1er janvier 2017.

Bilan

Nos réserves de Fonds Associatifs s'élèvent à 35 737 euros.

Par ailleurs, comme indiqué ci-dessus :

>2 500 euros sont affectés pour apurer, dans les produits à recevoir, la dette dite « Perillaud » (restera 2 414 euros pour 2016)

>1 807 euros ont été également affectés pour apurer le compte « Autres Créances ». Des créances irrécouvrables qui s'élèvent à 5 421 euros. Par cette démarche et à ce rythme, nous prévoyons d'apurer ces dettes irrécouvrables d'ici à fin 2017.

>Les *autres créances* importantes cette année (+ 13 384 euros par rapport à l'an dernier), sont les montants de subventions en lien avec l'accompagnement du Centre Socioculturel de Basseau qui n'ont à ce jour toujours pas été versés car la convention qui est liée à ce financement a été signée en avril 2016.

Budget Prévisionnel

Le Budget Prévisionnel s'élève à **280 359 euros**.

Cette hausse importante par rapport au budget 2015 s'explique pour plusieurs raisons :

>Le portage et la mise à disposition du poste de directeur du CSC de Basseau, financé par la Mairie d'Angoulême (67 650 euros) et par l'agrément Animation de la Vie Sociale de la CAF du Centre Social et Culturel de Basseau (5 000 euros).

>L'animatrice de réseau a quitté ses fonctions pour être remplacé. Mais son poste a été conservé pour être mis à disposition auprès de l'Espace Socioculturel Val de Charente. Cette mise à disposition a permis de bénéficier de l'aide à l'emploi « Emploi d'avenir ».

>L'action « Les Fabriques des possibles » a été lancée en 2016 et les financements que la DDCSPP avait versés à la Fédération des Centres Sociaux seront donc ponctionnés pour la réalisation de cette action à hauteur de 14 000 euros (prévision).

CHARGES	Au 31/12/15	RAPPEL BP 2015	Rappel 2014	PRODUITS	Au 31/12/15	RAPPEL BP 2015	Rappel 2014
60 - ACHATS	24 512	18 015	10 368	70 - VENTES DE PRODUITS FINIS, PRESTATIONS	21 725	28 017	18 232
Dépenses Alimentaires	3 781	1 600	1 380	Missions accompagnement des centres sociaux (MAD Perso)	3 876		
Achats d'étude et prestations de services	18 413	13 885	7 189	URECSO Missions	1 851	4 800	2 722
Carburant	822	1 000	1 083	URECSO Secrétariat EDEC	2 800	2 800	2 800
Eau, Electricité	304	300	233	Participations base d'accueil	9 789	10 129	7 616
Produits d'entretien	101	300	189	Autres participations	2 919	10 288	5 094
Matériels, fournitures pédagogiques, petits équipements	645	600	201	FCSF Missions	880		
Fournitures Administratives, de bureau	385	350	101	74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	122 883	87 814	77 294
61 - SERVICES EXTERIEURS	18 145	23 038	19 981	ETAT			
Locations immobilières & mobilières	13 139	14 400	14 781	CUCS - Base d'Accueil	2 000	2 000	
Locations Congrès		3 300		ASP Services Civiques	4 987	5 000	5 817
Entretien et réparations, maintenance	2 715	2 600	2 339	ASP Emploi d'Avenir	11 733	14 282	5 817
Entretien et réparations de Véhicules	835	1 100	1 107	FONUEP	5 394	3 832	3 632
Assurances	1 110	1 350	1 207	DROCSP - Pouvoir d'Agir	24 707		
Documentatation	184	248	228	DDCSPP Fonctionnement	6 222	6 500	6 477
Divers	381	40	30	DDCSPP - Web TV + projets numériques			600
62 - Autres services extérieurs	39 814	36 900	38 001	DDCSPP - Journée dép. parentalité			
Mise à disposition de Matériels				AGEFIPH			
Intervenants Extérieurs				Conseil Général - Web TV			
Mise à disposition de Personnel	4 449	3 800	3 781	Conseil Général - acc sool.			
Publicité, Publications, Annonces & Insertion	1 363		400	Conseil Général - Référent Famille			
Déplacements des Bénévoles	2 899	2 500	5 291	Conseil Général - Veille Economique			
Déplacements des Salariés (dont serv. civ.)	3 319	2 500	1 487	Conseil Général - Base d'Accueil	3 000	3 000	3 000
Déplacements des Intervenants	101	500	885	Conseil Général - Fonctionnement	20 000	20 000	20 000
Déplacements Missions Réceptions Congrès							
Missions	533	300	247	CAF - Diag. DLA Nord Charente			3 000
Réceptions	1 024	1 500	1 438	CAF - Base d'Accueil	4 000	4 000	4 000
Frais Postaux	828	600	561	CAF - SENACS	8 900	8 900	4 800
Frais de Télécommunications	1 920	2 000	1 922	CAF - Mission CLAS	2 500	2 500	2 500
Services Bancaires	211	200	180	CAF - Référent Famille	2 500	2 500	2 500
Cotisations	18 573	19 000	18 905	CAF - Fonctionnement	14 508	14 300	14 252
Frais de Conseils & d'Assemblées URECSO	2 822	2 000	1 048	CAF - Interv. CS Basseau	3 800		
Frais de Conseils & d'Assemblées URECSO	141		788				
Frais de Formation (dont serv. civ.)	1 832	1 000	1 297	Commune d'Angoulême - CUCS Base d'Accueil	1 000	2 000	1 000
63 - IMPOTS ET TAXES	1 504	1 422	835	Commune d'Angoulême - Interv. CS Basseau	3 800		
Part. Formation Professionnelle Continue	1 504	1 422	935	Commune d'Angoulême - Direction CS Basseau	6 054		
Autres impôts et taxes				Commune d'Angoulême - CUCS Journée dép. Parentalité		1 000	500
64 - CHARGES DU PERSONNEL	86 308	80 821	54 781	IPCA - DLA Aco. Projet Jeunesse			
Rémunérations du Personnel	63 102	59 748	39 385				
Congés Payés (Variation)	1 052	380	-274	75- AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTES	49 008	47 060	44 714
Charges Sociales	19 883	19 310	14 828	Cotisations	39 205	39 700	39 724
Charges Sociales/Congés Payés (Variation)	397	180	73	FOSFORA - Formation des Bénévoles	3 000	2 850	2 842
Autres Charges Sociales	1 074	1 023	770	Etat - FADVA - Formation des Bénévoles (DRJS)	2 500	4 000	1 500
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTES	0	0	0	UNIFORMATION - Rsb/formation du Personnel	820	500	648
Pertes sur créances irrécouvrables				AORC Formation référents familles	3 480		
Autres Charges de Gestion Courantes				76 - PRODUITS FINANCIERS	303	0	211
66 - CHARGES FINANCIERES	886	0	1 479	Produits Exceptionnels/Exercice Antérieurs	2 659		694
Charges Exceptionnelles sur Exercice	786		1 479	77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 659	0	694
Charges Exceptionnelles sur Exercice Antérieurs	80		1 479	Produits Exceptionnels sur Exercice			
68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	8 882	8 285	6 288	78 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS/ENGAGEMENTS	3 578	2 801	2 110
DAP/Matériel immobilisés	817	403	412	Reprise provisions pour risques et charges	3 578	2 801	110
DAP dépréciation comptes clients	4 307	4 307	1 549	Reprise engagements à réaliser	678		
DAP Retraites	1 768	1 575	2 801	79 - TRANSFERT DE CHARGES	200 632	165 281	143 255
69 - ENGAGEMENTS A REALISER	202 848	165 281	134 122	TOTAL DES PRODUITS	200 632	165 281	143 255
EXCEDENT	0	0	9 133	DEFICIT	2 216	0	0
TOTAL GENERAL	202 848	165 281	143 255	TOTAL GENERAL	202 848	165 281	143 255

FEDERATION DES CENTRES SOCIAUX DE LA CHARENTE
BILAN AU 31/12/2015

ACTIF	2015			2 014	PASSIF	2 015	2014
	Brut	Amort / Prov.	Net				
Actif immobilisé					Fonds associatifs et réserves		
Immobilisation incorporelle					Fonds propres		
- Logiciels	1 226	1 226	0	0	- Réserves	33 494	29 978
Immobilisations corporelles					- Report à nouveau		
- Matériels d'activités	358	358	0	0	- Résultat de l'exercice	-2 216	3 516
- Installation et agencement			0	0			
- Matériel de transport			0	0	Autres fonds associatifs		
- Matériel de bureau et informat.	10 550	9 005	1 545	1 528	- Subvention d'investissement	4 458	4 458
- Mobilier	6 756	6 756	0	0	- Prov. pour renouvel immobilisation		
Immobilisation financière	2 139		2 139	1 672			
Total actif immobilisé (I.A)	21 029	17 345	3 685	3 200	Total fonds associatifs (I.P)	35 737	37 953
Actif circulant					Provision pour risque & charges	26 630	4 001
Créances					Fonds dédiés sur engagement à réaliser		
- Clients	5 905		5 905	7 130	Total provisions (II.P)	26 630	4 001
- Produits à recevoir	46 502	44 088	2 414	4 914	Dettes		
- Autres créances	26 943	3 614	23 329	9 945	- Emprunt		
- Personnel			0	0	- Concours bancaires		
Disponibilités			0	0	- Fournisseurs et comptes rattachés	29 672	21 657
- Compte courant	17 449		17 449	6 103	- personnel (prov congés P + retraite)	12 547	8 145
- Livret Bleu	71 958		71 958	49 655	- Organismes sociaux charges à payer	10 257	6 825
- Caisse	4		4	4	- Etat charges fiscales à payer	1 115	68
					- Autres dettes	10 013	2 562
Total actif circulant (II.A)	168 762	47 702	121 060	77 752	Total Dettes (III.P)	63 603	39 256
Comptes de régularisation					Comptes de régularisation		
- Charges constatées d'avance (III.A)	1 225		1 225	258	- Produits constatés d'avance (IV.P)		
Total ACTIF (I.A+II.A+III.A)	191 016	65 046	125 970	81 210	Total Passif (I.P+II.P+III.P+IV.P)	125 970	81 210

Budget Prévisionnel

CHARGES		BP 2016	PRODUITS		BP 2016	
60 - ACHATS		21 000	70 - VENTES DE PRODUITS FINIS, PRESTATIONS		39 159	
	Denrées Alimentaires	3 500		Mission Basseau	5 000	
	Achats d'étude et prestations de services	14 300		Mise à disposition Ruffec	13 000	
	Carburant	1 300		URECSO Missions	4 265	
	Eau, Electricité	400		URECSO Secrétariat	2 800	
	Produits d'entretien	250		FCSF Service Civique	3 500	
	petits équipements	500		Base d'accueil	9 844	
	Fournitures Administratives, de bureau	750		Rbt des repas	750	
61 - SERVICES EXTERIEURS		21 510	74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		182 850	
	Locations immobilières	13 100				
	Locations de matériel	2 500				
	Entretien et réparations, maintenance	3 000		CUCS - Base d'Accueil	2 000	
	Entretien et réparations de Véhicules	1 200		ASP	34 400	
	Assurances	1 310		FONJEP	10 600	
	Documentation	300				
Divers	100	DDCSPP		6 300		
62 - Autres services		50 679				
	Mise à disposition de Matériels	0				
	Intervenants Extérieurs	10 000				
	Mise à disposition de Personnel	3 750		CD - Base d'Accueil	3 500	
	Publicité	0		CD - Fonctionnement	20 000	
	Déplacements des Bénévoles	2 750				
	Déplacements des Salariés & serv. civ.	3 300	CAF - Base d'Accueil	4 500		
	Déplacements des Intervenants	1 300	CAF - Mission CLAS	2 500		
	Missions	1 700	CAF - Référent Famille	2 500		
	Réceptions	2 550	CAF - Fonctionnement	14 500		
	Frais Postaux	800	CAF - SENACS	6 900		
	Frais de Télécommunications	1 900				
	Services Bancaires	200	Angoulême - CUCS	2 500		
	Cotisations	18 000	d'Angoulême - Basseau	67 650		
	Frais de Conseils & d'Assemblées	2 929				
Frais de Formation (dont serv. civ.)	1 500					
63 - IMPÔTS		2 534	75 - AUTRES PRODUITS		49 100	
	Part. Formation Professionnelle Continue	2 534		Cotisations	39 000	
	Autres impôts et taxes	0		FOSFORA	3 000	
64 - PERSONNEL		175 808		Etat - CDVA - Formation des Bénévoles (DRJS)	1 500	
	Rémunérations du Personnel	132 526		UNIFORMATION -	5 600	
	Congés Payés (Variation)	0				
	Charges Sociales	42 282				
65 - AUTRES CHARGES		2 500		76 - PRODUITS FINANCIERS		250
	Pertes sur créances irrécouvrables	2 500				
	Autres Charges de Gestion Courantes	0		78 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS/ ENGAGEMENTS		14 000
66 - CHARGES FINANCIERES		0				0
	68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	6 328			Reprise provisions pour risques et charges	0
DAP/Matériel immobilisés	403	Reprise engagements à réaliser		14 000		
DAP Retraites	5 925					
TOTAL DES CHARGES	280 359			TOTAL DES PRODUITS	280 359	
EXCEDENT	0		DEFICIT	0		
TOTAL GENERAL	280 359		TOTAL GENERAL	280 359		

Les moyens de la Fédération

Moyens humains

Un Conseil d'Administration

Constitué de 35 personnes.

Un bureau :

- >**Isabelle Godillon**, présidente
- >**Michel Chavagne**, trésorier
- >**Bernard Magnant**, secrétaire
- >**Claude Galois**, membre
- >**Stéphane Coudret**, membre représentant des directeurs

Une équipe salariée :

- >**Georges Bray**, délégué (0,5 ETP)
- >**Olivier Rognant**, chargé de mission à la fonction de directeur du CSC de Basseau (1 ETP)
- >**Bastien Leray**, animatrice de réseau (1 ETP, emploi d'avenir)
- >**Jessica Vincent**, mise à disposition à l'Espace SocioCulturel Val de Charente (1 ETP)
- >**Isabelle Kurek**, assistante fédérale (0,5 ETP)
- >**Joëlle Menard**, agent d'entretien (0,1 ETP)

Moyens logistiques

- >**Des locaux à Basseau** (60 mètres carré)

La Petite Garenne, Rond-Point de la Piscine // Les Kalis n°701 // 16000 Angoulême

- >Un **véhicule** (Clio)
- >4 **ordinateurs en réseau**
- >Un **photocopieur en réseau**

Des partenaires

Côté institutions...

Conseil Départemental

CAF de Charente

Les services de l'Etat via la DRJSCS, la DDCSPP

L'Education Nationale

L'Agence Nationale des Services Civiques

La Ville d'Angoulême

MSA des Charentes

CARSAT Centre Ouest

Côté fédérations...

La Fédération des Centres Sociaux de France

L'Union Régionale des Centres Sociaux

La Fédération Régionale des MJC

L'Union Départementale des MJC

La Ligue de l'Enseignement

Les Francas

Côté associations

La MJC Louis Aragon - Ma Campagne

Le Centre Social Effervescentre

La MJC Rives de Charente

Le FLEP de Soyaux

Le CIJ

OMEGA

La Maison des Peuples et de la Paix

Les Petits Débrouillards

Le CIDFF

Le Canopé

L'Ah Toupie

Liste des membres du Conseil d'Administration 2015

NOM	PRENOM	Structure, Partenaire	Fonction
LASSOUDIERE	Jean-Luc	CS Chemin du hérisson	Collège bénévole
SPANJERS	Lisbeth	CS Chemin du hérisson	Collège salarié
CLERC	Bernard	CS Chemin du hérisson	Collège bénévole
LORENT	Véronique	CS Chemin du hérisson	Collège salarié
FERTEY	Patrick	CS La Chrysalide Val de Charente	Collège bénévole
LLEDO	Nathalie	CS La Chrysalide Val de Charente	Collège bénévole
FONTAINE	Christian	CS La Chrysalide Val de Charente	Collège salarié
ROUGE	Simone	CS La Chrysalide Val de Charente	Collège bénévole
VIOLLET	Jean-Claude	CS Les Alliers	Collège bénévole
BRELIAT RAPIDEL	Michèle	CS Les Alliers	Collège bénévole
COUDRET	Stéphane	CS Les Alliers	Collège salarié
CHAVAGNE	Michel	CS MJC St Michel	Collège bénévole
OUSTLANT	SYLVIE	CS MJC St Michel	Collège bénévole
MAGNANT	Bernard	CS MJC St Michel	Collège bénévole
ZACHARIE	Anne-Marie	CS MJC St Michel	Collège salarié
GUILLOT	Marie-Claude	CSC Confolentais	Collège bénévole
GODILLON	Isabelle	CSC Confolentais	Collège bénévole
GUILLOT	Marie-Claude	CSC Confolentais	Collège bénévole
TEXIER	Carole	CSC Confolentais	Collège salarié
BRALERET	Patrick	CSC du Barbezilien	Collège salarié
GUILLET	François	CSC du Barbezilien	Collège bénévole
BERRIT-SAUVAGE	Catherine	CSC du Barbezilien	Collège bénévole
GALOIS	Claude	CSC Pays Manslois	Collège bénévole
GARAUD	André	CSC Pays Manslois	Collège bénévole
SALUDO	Virginia	CSC Pays Manslois	Collège bénévole
VAN MALDEREN	Eric	CSC Pays Manslois	Collège salarié
MARTEAU	Daniel	CSCS Basseau	Collège salarié
DEPIE	Simone	CSCS Haute Charente	Collège bénévole
VERSIER	Lionel	CSCS Haute Charente	Collège salarié
BROCHOT	Jean-Claude	CSCS-MJC Grande Garenne	Collège bénévole
LACOSTE YEBRA	NATHALIE	CSCS-MJC Grande Garenne	Collège salarié
DIOP	Isma�l	CSCS-MJC Grande Garenne	Collège bénévole
GERVAIS	Gérald	CAF Charente	Membre de droit
ARNOUD	Philippe	CAF Charente	Membre de droit
MILON	SERGE	DDCSPP	Membre de droit

Les orientations pour 2016

L'année 2016 voit le début de la mise en œuvre des actions préconisées par le projet fédéral.

Un projet Fédéral porté par l'ensemble du réseau

Un projet qui s'appuiera sur le travail associé : binômes bénévoles / salariés

Par ce biais, notre réseau tient à réaffirmer la définition des centres sociaux, à rappeler le pourquoi de nos actions, que nous sommes des foyers d'initiatives d'habitants appuyés par des professionnels formés.

Nous souhaitons insister sur l'une des spécificités de notre fonctionnement : le travail associé. L'exigence même de cette modalité est au cœur même de la participation souhaitée et de la notion du Pouvoir d'agir. Le travail et le portage politique par un duo composé de professionnels et de bénévoles nécessitent des temps de partage, de réflexion qui constituent un temps de formation indispensable pour les bénévoles. Cet accompagnement mené par les professionnels s'insère dans l'animation globale.

S'appuyer sur les ressources du réseau :

Ainsi, le réseau fédéral doit continuer à être représenté par les personnes ressources, professionnels comme bénévoles, qui souhaitent participer au portage politique de notre projet, de nos valeurs, de nos convictions.

Nous souhaitons recenser les compétences des membres, bénévoles et professionnels, qui constituent notre réseau. Cet état des lieux permettra d'approfondir notre connaissance mutuelle. Des actions d'échanges de savoirs, de pratiques pourront être envisagées dans le cadre de formations ou de mises en situation.

Ensemble, bénévoles et salariés, nous devons avoir confiance en la force de notre parole collective. Nous ne sommes pas assez conscients de notre poids économique, de la confiance des partenaires, de la qualité du travail mené dans les centres sociaux et de l'importance des actions menées pour éviter le délitement de notre société.

Un projet Fédéral qui s'appuie sur des coopérations

Renforcer les coopérations avec les partenaires institutionnels

Notre réseau doit poursuivre ses travaux et rencontres avec les différents partenaires, en continuant son travail d'explication et de convictions en nos valeurs. Nous souhaitons continuer à tisser des liens de confiance et mener des relations « d'égal à égal » avec les partenaires qui nous considèrent comme tels.

S'appuyer sur le projet URECSO et FCSF

Grâce aux ressources recensées dans le réseau, divers mandats de représentation pourront être accordés à des binômes professionnels et bénévoles selon les souhaits, compétences et disponibilités de chacun.

Ainsi, nous pourrions continuer à contribuer pleinement aux travaux des différents espaces régionaux et nationaux. Nous sommes convaincus de l'impérieuse nécessité de s'ouvrir, de partager, de réfléchir à plusieurs. La grande région qui vient de se constituer est l'un des chantiers qui interroge actuellement notre fédéralisme.

S'appuyer sur les autres fédérations d'éducation populaire et le tissu associatif charentais

Notre réseau souhaite poursuivre les travaux, réflexions et actions entamées depuis de nombreuses années avec les autres fédérations d'Education Populaire qui rassemblent les centres sociaux.

Au-delà, nous voulons renforcer notre partenariat avec des associations telles que la Maison des Peuples et de la Paix, le CIDF ou encore les Petits Débrouillards avec lesquelles nous collaborons déjà de façon ponctuelle. Nous pourrions étendre nos questionnements et les partager avec d'autres structures qui nous sont proches et avec lesquelles nous ne coopérons pas encore. Nous devons maintenir l'ouverture de notre réseau en l'accentuant au possible pour être perméables aux changements sociétaux

Nécessité de poser un esprit de convivialité

La convivialité est un ingrédient indispensable pour tisser des liens de confiance entre les personnes. Nous devons veiller à renforcer cet aspect de nos échanges et faire en sorte de traduire cette volonté dans toutes nos actions. Chaque membre du réseau fédéral doit trouver de la satisfaction et du plaisir dans chacun des moments partagés.

Nous devons veiller à préserver des temps conviviaux dans chaque rencontre quel qu'en soit l'objectif. Nous proposerons des temps dédiés purement à des évènements sans autre objet que le plaisir de découvrir les autres dans leur diversité.

Des chantiers qui se sont déjà ouverts depuis début 2016

La rencontre du 17 mars dernier a permis la valorisation des Centres Sociaux en créant, avec les deux autres fédérations d'Education Populaire, un temps d'échanges autour des enjeux de la reconfiguration territoriale. Les liens avec nos principaux partenaires que sont la CAF, le Conseil Départemental et la MSA en ont été renforcés en permettant une collaboration avec l'association des maires de Charente.

Des temps de formation autour du Pouvoir d'agir se sont déroulés en Poitou-Charentes et en particulier à Angoulême. Le développement du Pouvoir d'agir des habitants a été illustré lors de la présentation du film du centre social Belle Rive de Saintes. Enfin, notre réseau lance ses travaux autour de chantiers écoles et d'actions de sensibilisation.

Enfin, le soutien aux gouvernances des centres sociaux est un chantier qui s'ouvre avec des rencontres de dirigeants. Dans ce monde qui bouge, il paraît nécessaire de réinterroger nos façons de faire vivre la démocratie dans nos associations.

Autant de chemins qui s'ouvrent à nous pour 2016... autant de chemin que nous empruntons ensemble !

Annexe

En savoir + sur le développement du Pouvoir d'Agir des habitants

Eléments de définition

« Le pouvoir d'agir désigne, au sens large, la capacité pour les personnes de maîtriser ce qui est important pour elles, leurs proches, la collectivité à laquelle elles s'identifient »

Yann Le Bossé

Dans la vie citoyenne, le pouvoir d'agir désigne la possibilité pour les citoyens d'être **acteurs des transformations** de la société c'est-à-dire :

- la possibilité de comprendre les systèmes en place, le fonctionnement de la démocratie, les questions sociales (leurs causes, conséquences, leviers qu'on peut activer pour transformer les choses, etc), autrement appelée **conscientisation** ;
- la possibilité de s'organiser pour mettre en place des actions en réponse aux problèmes et priorités qu'ils identifient, autrement appelée **auto-organisation** ;
- la possibilité de peser sur les décisions et politiques publiques qui les concernent, autrement appelée influence ou capacité de **négociation**.



Les démarches se réclamant du pouvoir d'agir sont diverses, mais quelles que soient leurs formes et méthodes utilisées, ce sont **des actions qui partent de ce que vivent les personnes, de ce qui compte pour elles et qui sont maîtrisées par elles (logique « ascendante »)**.

La notion est donc proche mais différente de la participation. Parfois on a le pouvoir d'agir là où on participe ; mais malheureusement le plus souvent, les espaces de participation offerts ne permettent pas de renforcer son pouvoir d'agir (notamment parce que les sujets ne sont pas ceux qui comptent pour soi et y sont définis par d'autres, parce qu'on ne maîtrise ni les objectifs ni les méthodes, parce qu'on ne participe pas effectivement aux prises de décisions, etc).

Les fondamentaux du Pouvoir d'Agir

Derrière la notion de pouvoir d'agir, il existe différents courants d'idées et de pratiques. On peut citer des références anciennes (**Saul Alinsky** - Etats-Unis, **Paulo Freire** - Brésil) et contemporaines (**Neil Chambers** - Grande-Bretagne, **Yann Le Bossé** - Québec, **Rajagopal** - Inde, **Michel Séguier** - France, etc). Ces courants présentent des éléments de culture commune, notamment :

- **La finalité** : construire une société plus juste grâce à la mobilisation de la société civile ; avec l'idée qu'il faut agir à la fois sur les personnes, les groupes (émancipation individuelle et collective) et le système dans son ensemble (transformation sociale). Une vision en termes de pouvoir d'agir diffère donc des visions qui considèrent soit qu'il faut seulement changer le système (c'est lui qui produit l'injustice sociale), soit qu'il faut changer les gens (qui sont inadaptés, qui ont des « manques ») ;

- **L'égalité** : les personnes ont des ressources, compétences, savoirs, sur lesquelles il est nécessaire de s'appuyer (elles ne sont pas en « carences » ou à « réparer » !). « Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble » (Freire) ;
- **L'action / le pragmatisme** : l'importance de définir des objectifs concrets de transformation. « L'action est à l'organisation ce que l'oxygène est au corps humain » (Chambers) ;
- **Pouvoir et démocratie** : Il y a DU pouvoir dans nos sociétés démocratiques, il faut en comprendre la répartition et savoir organiser les relations entre les détenteurs de pouvoir - « On n'est pas là pour s'engueuler, mais on peut être amenés à le faire » (Le Bossé). Il ne s'agit donc pas de conquérir le pouvoir politique mais de gagner du pouvoir sur sa vie et son environnement et au-delà, d'accroître les possibilités d'action de la société civile.

Le pouvoir d'Agir des habitants dans les Centres Sociaux charentais

Voici quelques illustrations d'actions portées actuellement par les Centres Sociaux :

- **Le Centre Social des Alliers** a accompagné un groupe de voyageurs à l'Assemblée Nationale pour rencontrer des députés et faire part de leurs problématiques. Ceci a permis d'influer sur la loi qui a récemment été adoptée sur l'abrogation du carnet de circulation.
- **L'Espace Socioculturel de Val de Charente** a accompagné un groupe de jeunes à la mise en place d'une fête. Au-delà de la fête, les jeunes organisateurs ont négocié avec les élus de leur territoire pour bénéficier d'une salle des fêtes. Puis ils ont pris conscience de la nécessité de mettre en place des actions de prévention sur les conduites à risque (drogue, alcool, sexualité)
- **Le Centre Socioculturel du Pays Manslois** développe un « Vidéo Mathon Mobile » : il s'agit d'une cabine avec caméra pour capter les paroles des habitants sur les différents territoires.
- **Le Centre Socioculturel du Confolentais** a mis en place un groupe d'habitants qui travaille sur la mise en place d'un programme de sorties. Ceci permet de lutter contre l'isolement des personnes âgées, notamment le dimanche.
- **Le Centre Socioculturel du Barbezilien** accompagne les projets de jeunes à la mise en place de projets vidéos.
- **Le Centre Socioculturel de Basseau** a développé une exposition ambulante pour aller au-devant des habitants, dans la rue et permettre de recueillir les paroles des habitants.
- **Le Centre Socioculturel de Haute-Charente** accompagne des habitants à la mise en place d'une fête intergénérationnelle autour du jeu qui permet d'animer le territoire et de favoriser la parentalité.

